

depuis, il est permis de supposer que cette correspondance est maintenant à Ottawa et elle devrait être produite au plus tôt.

Le PREMIER MINISTRE : Je regrette que le ministre de la Milice ne soit pas présent, mais je lui signalerai l'affaire.

#### VOIES ET MOYENS.—LE BUDGET.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Fielding :

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté, et sur l'amendement de M. Borden (Halifax).

M. HACKETT : M. l'Orateur, en prenant la parole pour adresser à la Chambre quelques remarques sur la question budgétaire, je dirai, dès le début, que je n'ai pas l'intention d'être bien long. Je dois remercier aussi l'honorable premier ministre, d'avoir consenti à l'ajournement du débat, hier soir. Son intention était de continuer la discussion encore quelque temps, mais il a gracieusement consenti à un ajournement, ce qui m'a permis de ne prendre la parole que cette après-midi, au lieu d'avoir eu à le faire la nuit dernière.

A mon sens, la principale question qui agite actuellement le pays, est celle de la protection qu'il convient de donner à nos industries. J'avais l'honneur d'être membre de cette Chambre en 1879, quand sir Leonard Tilley inaugura la politique nationale dont le but était de protéger toutes les industries canadiennes, d'étendre la protection aux cultivateurs, aux pêcheurs, aux industriels, aux mineurs, aux commerçants de bois, à toutes les classes de la population. Il est inutile de rappeler que cette politique fut vivement combattue par les honorables députés qui siègent aujourd'hui sur les banquettes ministérielles, mais qui étaient alors dans les rangs de l'opposition. Il est facile de retrouver dans les archives les violents discours que l'honorable ministre du Commerce (sir Richard Cartwright) prononçait contre la politique nationale, à cette époque. Il prédisait qu'elle conduirait le pays à la ruine et la qualifiait de vol légalisé. Nous savons aussi que son collègue, le ministre de la Marine et des Pêcheries (sir Louis Davies) qui vient de l'île du Prince-Edouard, prétendait que la protection était un système maudit de Dieu et des hommes.

Quelques VOIX : Oh !

M. HACKETT : Cela n'a pas empêché le peuple canadien d'approuver cette politique depuis 1879 jusqu'à ce jour, ni le Canada de voir ses industries prospérer, ni le gouvernement actuel de maintenir le principe de la protection bien qu'il se prétende un gouvernement libre-échangiste avec un tarif uniquement pour les fins du revenu.

Si ce gouvernement avait tenu ses promesses, s'il avait abrogé le tarif protectionniste des conservateurs, il ne pourrait pas venir nous dire aujourd'hui que le pays est prospère. C'est parce qu'il a maintenu le principe de la protection, que le ministre des Finances, dans son exposé budgétaire, a pu féliciter le pays de l'heureuse situation de nos finances.

Ce qu'il faut surtout au Canada, c'est une administration honnête. Peu m'importe quel soit le parti au pouvoir, peu m'importe que ce soient les libéraux, les conservateurs ou les indépendants qui gouvernent ; nous voulons avant tout un gouvernement honnête, décidé à remplir les promesses faites au peuple.

Il y a sur ces bancs deux députés, réputés indépendants et nous les avons entendus hier reprocher au gouvernement d'avoir manqué à sa parole, de n'avoir pas tenu sa promesse de réduire les dépenses de plusieurs millions de dollars et d'abaisser le tarif ; cependant, ces deux députés nous ont fait part de leur intention de voter contre l'amendement proposé par le chef de l'opposition.

Comment voulons-nous avoir un gouvernement honnête si les députés indépendants et si les députés ministériels, eux-mêmes, ne donnent pas la preuve qu'ils sont opposés à tout ce qui est de nature à abaisser le niveau de l'honnêteté et de la moralité publiques ?

J'ai écouté avec plaisir le discours de l'honorable député de Lisgar (M. Richardson) qui parle agréablement, mais il a déclaré qu'il voterait avec le gouvernement sur cette question bien qu'il soit hostile à la protection, bien que le gouvernement n'ait pas tenu ses promesses, bien que le ministre des Douanes (M. Paterson) dans un discours prononcé à Winnipeg ait renié les engagements pris avant les élections. Je considère que c'est dégrader l'opinion publique et abaisser le niveau de la moralité du pays, que de se dire prêt à appuyer un gouvernement qu'on accuse d'avoir manqué à sa parole et de se pavaner dans la défroque de son prédécesseur, l'ancien gouvernement conservateur.

Un mot maintenant de l'honorable député de King, I.P.-E. (M. Hughes), que nous avons aussi eu le plaisir d'entendre hier soir. Il faisait son début, au parlement, et comme nous venons de la même province, bien qu'adversaires politiques, je me fais un devoir de lui rendre le témoignage qu'il s'est bien acquitté de sa tâche et a prononcé un excellent discours. Je me permettrai cependant de faire une réserve quant au fond de son discours. La forme en était excellente, mais quand on vient à l'analyser on s'aperçoit que les conclusions en sont erronées. Il dit, par exemple :

Quelques députés de la grande province d'Ontario ont demandé ce que ce gouvernement a fait pour les cultivateurs ; ce qu'il a fait pour trouver de meilleurs marchés pour les produits du pays. Permettez-moi, M. l'Orateur, de citer